

L'Elysée compte négocier avec des djihadistes au Sahel

Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 30 décembre 2020

Source [Valeurs actuelles] La situation est différente avec le GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) croit savoir *Le Parisien*, puisque même si cette force a prêté allégeance à Al-Qaïda, elle a aussi des intérêts plus nationaux et régionaux et selon les sources interrogées à l'Elysée, « *il est possible d'avoir une autre réponse que celle de la lutte antiterroriste* ».

Reste à savoir maintenant comment cela va se traduire dans les mois à venir puisque la France a par exemple été tenue à l'écart des discussions n octobre dernier lors de la libération de l'otage française Sophie Pétronin, en compagnie d'un leader de l'opposition malien. La France entend donner plus de pouvoir aux Maliens ou en tout cas faciliter les discussions à propos des accords d'Alger. Alors qu'un sommet doit se tenir en février prochain « *en Afrique* », la France réfléchit aussi de plus en plus à réduire les forces Barkhane, de l'ordre de 10 à 15 % au regard des résultats dans la région. Plus de dialogue donc et de négociations, sans interférer dans la politique de la région, telle semble être la volonté de l'Elysée. Quitte à y perdre une certaine influence.

La France serait en passe d'assouplir sa doctrine concernant le sujet dans la région, quitte à réduire la présence des forces Barkhane.

La porte est désormais entre-ouverte à en croire certaines sources. Selon *Le Monde*, des négociations sont désormais possibles avec des groupes djihadistes dans la région du Sahel. Cependant, il n'y aura pas de discussion avec les dirigeants d'Al-Qaïda et de l'Etat islamique, indique l'Élysée.

Un changement de doctrine finalement peu étonnant puisque déjà il y a quelques semaines, la force Barkhane présente au Sahel avec plus de 5 000 hommes, avait laissé entendre que les négociations avec certains éléments djihadistes pourraient ou devraient être revues. Ainsi, dans le cadre de l'accord de paix signé au Mali en 2015, des accords sont désormais possibles. « *On mène une guerre contre deux organisations qui ne sont pas sahéliennes mais internationales et qui mènent à un combat terroriste au-delà de la région* », précise la source au sein de l'Elysée. Rien en revanche avec l'Etat islamique présent au Grand Sahara considéré comme « *l'ennemi numéro 1* ».

La situation est différente avec le GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) croit savoir *Le Parisien*, puisque même si cette force a prêté allégeance à Al-Qaïda, elle a aussi des intérêts plus nationaux et régionaux et selon les sources interrogées à l'Elysée, « *il est possible d'avoir une autre réponse que celle de la lutte antiterroriste* ».

Reste à savoir maintenant comment cela va se traduire dans les mois à venir puisque la France a par exemple été tenue à l'écart des discussions n octobre dernier lors de la libération de l'otage française Sophie Pétronin, en compagnie d'un leader de l'opposition malien. La France entend donner plus de pouvoir aux Maliens ou en tout cas faciliter les discussions à propos des accords d'Alger. Alors qu'un sommet doit se tenir en février prochain « *en Afrique* », la France réfléchit aussi de plus en plus à réduire les forces Barkhane, de l'ordre de 10 à 15 % au regard des résultats dans la région. Plus de dialogue donc et de négociations, sans interférer dans la politique de la région, telle semble être la volonté de l'Elysée. Quitte à y perdre une certaine influence.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)